

Note pour un libre accès aux publications scientifiques de l'UVSQ

1. Le libre accès aujourd'hui : une nécessité

Le libre accès (*open access* en anglais, ou OA) est un mouvement qui se développe depuis le début des années 1990. Il a pris de l'ampleur dernièrement, suite aux augmentations constantes et importantes du coût des abonnements aux ressources en ligne et à l'impossibilité pour le public d'accéder simplement et sans barrière financière ou technique aux données et résultats issus de la recherche publique. En effet, il est courant que les universités soient mises à contribution au moins deux fois dans le système actuel : elles financent les chercheurs dans leurs projets et paient ensuite pour accéder à leurs articles via les abonnements de leurs bibliothèques.

La situation est aujourd'hui tellement paradoxale et scandaleuse que des institutions importantes sont obligées de renoncer à certains abonnements pour faire pression sur les éditeurs (Université Pierre et Marie Curie en 2010, Harvard en 2012, [Paris V, VI et VII cette année](#)) et que certains chercheurs se voient dépossédés du droit d'utiliser leurs publications comme bon leur semble.

Outre cet aspect financier, le libre accès prend acte du fait que « [l'article scientifique, bien universel par essence, n'est pas un bien comme les autres](#) » (déclaration des trois conférences universitaires d'avril 2013). C'est un moyen de diffuser plus rapidement et plus largement les résultats de la recherche, afin de les rendre accessibles à tous. Il est prouvé que ce mouvement leur permet d'être beaucoup plus visibles et donc plus consultés. Les enfermer dans des bases payantes tenues par des éditeurs commerciaux nuit à l'impact scientifique qu'ils pourraient avoir et présente un risque pour leur pérennité.

Plusieurs pays et organisations se positionnent donc aujourd'hui pour faire évoluer ce contexte peu propice à l'accélération du processus de recherche et à l'innovation. [Le gouvernement des États-Unis a fait une annonce](#) en ce sens en février 2013, de même que [la Commission européenne](#) en juillet 2012, ainsi que [le G8 Science](#) en juin dernier. Surtout, [l'intervention de Madame Geneviève Fioraso](#) du 24 janvier 2013 soulignait le retard pris par la France dans ce domaine et les voies à explorer.

Plusieurs structures françaises et étrangères sont aujourd'hui engagées dans ce mouvement : l'université de Liège, dont le modèle est salué par tous, Arts et Métiers ParisTech, l'université Lyon 2, le CNRS, l'INSERM, l'IFREMER... Toutes encouragent leurs chercheurs à rejoindre cette voie. Pour cela, elles ont mis en place une archive ouverte (AO), réservoir informatique autorisant une diffusion large et une consultation libre des publications issues des laboratoires, ainsi que leur conservation pérenne.

Soutenir le mouvement du libre accès présenterait plusieurs avantages pour l'UVSQ : mieux valoriser sa production scientifique, inciter les éditeurs à adopter des politiques commerciales plus supportables financièrement et donner l'image d'une université moderne, dynamique et responsable tout en remplissant ou devançant les conditions de diffusion imposées par certains financeurs de la recherche.

2. Les voies du libre accès : deux voies pour un même objectif

Le libre accès aux publications scientifiques existe aujourd'hui sous deux formes : la voie verte (*green road*) et la voie dorée (*gold road*).

La voie verte est celle de l'auto-archivage par les chercheurs de leurs écrits et productions dans une archive ouverte (AO). Son objectif est de rendre disponible et accessible gratuitement tout document rédigé par un chercheur dans le cadre de son travail (articles mais aussi actes, *working papers*, posters, supports de cours...). Dans cette voie, il doit être possible de déposer plusieurs versions successives d'un même document. Une AO peut en effet recueillir des documents publiés ou non. Dans le premier cas, il s'agit de manuscrits auteurs et de la dernière version avant publication, leur dépôt en archive ouverte ne soulevant aucun problème juridique. Dans le second, ils ont été validés par les pairs et publiés. Il convient alors de respecter la politique des éditeurs : ces *post-prints* pourront alors être accessibles soit à un public restreint, soit sur demande auprès de l'auteur, durant une période plus ou moins longue (embargo) définie par l'éditeur.

La voie dorée concerne les revues dont l'accès est gratuit pour les lecteurs. Par rapport à la voie verte, le contenu a été systématiquement validé par les pairs. Plus de 9000 d'entre elles sont recensées par le [Directory of Open Access Journals](#) (DOAJ) et certaines sont intégrées à des bases bibliométriques, comme le *Web of Science* de Thomson-Reuters ou à *Scopus* d'Elsevier. La voie dorée demande toutefois de trouver un autre modèle économique que celui existant (paiement à l'accès). Deux utilisations de cette voie se dessinent actuellement :

- La première consiste à payer à faire payer aux institutions les coûts de publication. Puisque le paiement se déplace de l'abonnement aux revues au financement de la publication, cette solution a la préférence des éditeurs, qui voient là une manière de préserver leur chiffre d'affaires. Cependant, les sommes demandées peuvent rapidement monter jusqu'à plusieurs milliers d'euros pour un article : l'UVSQ ne pourra absorber ces nouvelles dépenses, même en diminuant parallèlement le budget d'abonnement à ses ressources en ligne.
- La seconde solution est que l'institution prenne elle-même en charge la publication de revues en libre accès et l'organisation du comité de lecture¹. Ce modèle suppose évidemment de réaffecter à la publication les ressources économisées sur l'acquisition. La France dispose aujourd'hui d'une plateforme technique propre à promouvoir et généraliser ce modèle. Nous

¹ Cette seconde option au sein de la voie « dorée » justifie-t-elle pour autant l'appellation « diamantée » (cf. [La voie diamantée du libre accès](#), 27 janvier 2014, par Benjamin Caraco) ? Sans rentrer dans les détails historiques des possibles ambiguïtés inhérentes à la notion même de voie dorée (cf. Suber 2012), notons a minima que l'idée d'accès ouvert telle qu'elle apparaît par exemple dans [l'Initiative de Budapest](#) (2002) invite, « les gouvernements, universités, bibliothèques, directeurs de revues, éditeurs, fondations, sociétés savantes, associations professionnelles, et savants individuels qui partagent notre vision à nous rejoindre dans notre action pour lever les obstacles vers l'accès libre ». En France, Michèle Ballinger (UMR 7041), a par exemple montré qu'il était possible de financer, à coût constant pour la puissance publique, la bascule vers un modèle de publication en accès libre (le coût de la publication, traditionnellement couvert par le privé, devenant financé par le public par le biais des économies réalisées sur l'acquisition de ces mêmes ressources par cette même puissance publique). (cf. Ballinger, *Dématérialisation et e-diffusion enjeux et impacts*, Medici, 2013).

pensons bien sûr au Centre pour l'édition électronique ouverte (Cléo), qui gère la plateforme Revue.org. Pour renforcer ses ressources financières, il a créé un modèle *Freemium* : l'accès HTML aux revues est toujours gratuit mais les établissements qui le souhaitent peuvent souscrire un abonnement pour bénéficier de services supplémentaires (articles au format PDF, epub, statistiques de consultation...). Les sommes récoltées sont redistribuées pour deux tiers aux éditeurs des revues et pour un tiers au Cléo. Pour les sciences exactes, des modèles sont en cours de mise en place avec [le projet Episcience](#), plateforme de *peer-reviewing* adossée à HAL.

Pour s'engager dans la voie du libre accès et rendre plus visible le travail de recherche, l'UVSQ devrait donc à la fois explorer la voie verte et la voie dorée. Dans le premier cas, cela consiste à se doter d'une archive ouverte. Dans le second, il s'agirait, à l'issue d'un état des lieux des « forces éditoriales » présentes à l'UVSQ et en prévision de son insertion dans UPSAY de soutenir les publications « peer-reviewed » existantes au sein des structures de recherche en les accompagnant vers un modèle en libre accès, tout en envisageant sur le plus long terme la création de presses universitaires fondées sur ce principe et permettant une réaffectation des moyens engagés, de l'acquisition des ressources vers la production (i.e. le travail éditorial).

3. Une archive ouverte pour l'UVSQ

Pour mettre en place une archive ouverte, deux solutions existent : le développement d'une archive institutionnelle propre à l'UVSQ ou le rattachement à l'archive nationale HAL, gérée par [le Centre pour la Communication Scientifique Directe](#) (CCSD). Leurs avantages et inconvénients sont listés dans le tableau situé en annexe, page 5.

Il en ressort qu'une solution développée en interne présenterait beaucoup d'intérêt pour l'UVSQ. Un tel outil permet des paramétrages propres à satisfaire à la fois les chercheurs, en leur proposant une solution personnalisée, et l'université en permettant d'obtenir des statistiques établies à partir de données fiables. Le plus grand écueil de cette solution est l'investissement humain et financier, qui doit être fort dès le départ et maintenu dans le temps. Il faudrait pour cela envisager la création d'un poste de développeur informatique et l'acquisition d'un serveur informatique sécurisé.

HAL est au contraire un outil générique, conçu pour convenir au plus grand nombre. Il n'est pas possible de l'adapter totalement aux spécificités locales. Mais il a l'avantage d'être prêt à l'emploi pour un coût raisonnable, d'être déjà utilisé par une grande communauté de chercheurs et d'offrir instantanément une visibilité internationale aux publications qui y sont déposées, en étant notamment moissonné par Google Scholar et arXiv. De plus, une première recherche effectuée fin 2013 dans HAL permet d'estimer que 5850 productions des structures de recherche de l'UVSQ y sont déjà signalées, dont 1257 disponibles en texte intégral.

Les résultats de la mise en place d'un tel outil se voient avec le temps, notamment à travers l'évolution des indicateurs bibliométriques. Ainsi, l'université de Liège, qui s'est dotée d'une archive ouverte performante, a calculé que [les articles de ses chercheurs sont 18 fois plus téléchargés quand ils sont en libre accès et cités deux fois plus en moyenne.](#)

Dans un contexte budgétaire tendu, HAL apparaît donc comme la solution la plus efficace pour répondre aux besoins de l'UVSQ et renforcer sa visibilité et son expertise internationale.

4. Une mobilisation nécessaire

La mise en place du libre accès par le biais d'une archive ouverte (voie verte) et la promotion de l'édition publique en accès libre (voie dorée) demande une mobilisation politique forte qui va au-delà des investissements financiers et matériels. Elle comporte trois volets : l'accompagnement des chercheurs au dépôt, la mise en place d'une politique du libre accès au niveau de l'université, le soutien des tutelles enfin dans la volonté d'effectuer cette conversion, conformément aux engagements européens [Horizon 2020](#).

La première partie peut être prise en charge dans un premier temps par l'équipe de la DBIST. Après la mise en place de l'archive ouverte, il s'agira de former et d'accompagner les chercheurs dans leurs dépôts, voire de les aider dans des entreprises rétrospectives de dépôt, afin d'expliquer combien il est important de respecter certaines règles pour plus de cohérence et d'efficacité. Une aide juridique devra également être mise en place, la politique des éditeurs traditionnels n'étant pas toujours très claire vis-à-vis de l'*open access*. Les retours des chercheurs sur l'utilisation de HAL devront être centralisés pour y apporter une réponse adéquate et, le cas échéant, les signaler au CCSD. Enfin, un soutien pourra être apporté pour les laboratoires souhaitant porter un projet de revue électronique en accès libre.

Il est donc préconisé de confier à la DBIST la gestion, le suivi et l'exploitation du portail HAL et des documents qui y sont déposés, ainsi que l'accompagnement des chercheurs dans cette voie.

À terme, une fédération des activités éditoriales de l'université (revues et ouvrages scientifiques) au sein de Presses Universitaires de Versailles (ou de Saclay), résolument tournées vers des publications « nativement » ouvertes², peut également être envisagée.

Enfin, le constat est partout le même : le nombre de dépôts dans une archive ouverte (voie verte) ou la publication « native » en accès libre (voie dorée) ne sont pas significatifs sans incitation forte des instances décisionnaires. De ce fait, plusieurs programmes de financement engagent maintenant les chercheurs bénéficiaires à déposer leurs résultats de recherche et leurs publications en accès libre. La méthode à employer (voie verte ou voie dorée) est laissée au choix de l'auteur mais reste une obligation. Ainsi, le futur programme de recherche européen « Horizon 2020 » en a fait un de ces principes généraux. Il devient primordial dans ce contexte de faire de l'accès ouvert aux résultats de la recherche scientifique un thème central de la « politique de la recherche » à venir de l'UVSQ, d'en exposer institutionnellement et publiquement les enjeux et d'offrir aux chercheurs de l'UVSQ une plateforme de dépôt et un accompagnement important pour répondre à ces exigences.

Mais une incitation forte au dépôt ou à la publication « native » en libre accès a d'autres avantages. L'exemple le plus frappant est celui de l'université de Liège où seules sont prises en compte pour

² Dans le cadre d'un portail Open EditionBooks, par exemple. Voir : <http://books.openedition.org/publishers>

l'évaluation et la progression des chercheurs les documents déposés dans leur [archive ouverte ORBi](#). Lorsque cette règle n'existait pas, l'université estimait sa production scientifique à 3500 documents par an. Avec la mise en place de ce mandat très incitatif, il s'est avéré qu'elle était deux fois plus importante, avec 7500 documents. Un mandat fort est donc la solution pour que l'AO soit alimentée régulièrement par les chercheurs et qu'elle reflète réellement la production scientifique de l'université. Plus qu'une vitrine, elle peut donc également devenir un outil de pilotage de la recherche universitaire au service de la société.

Mettre en place un mandat fort au niveau de l'UVSQ serait donc la solution pour inciter les chercheurs à utiliser l'archive ouverte choisie ou à publier nativement dès à présent les résultats de leur recherche en accès libre, afin de les valoriser auprès de la communauté scientifique et au-delà de la société toute entière (entreprises, société civile etc.). Une vision fiable, transparente et exploitable de la production scientifique de l'université en serait un bénéfice supplémentaire.

Un tel mandat, proposé par le Conseil scientifique de l'université, pourrait apparaître au reste comme un positionnement fort auprès des tutelles de l'UVSQ et un moyen de sortir « par le haut » de la crise dans laquelle l'Université se trouve.

ANNEXE : COMPARATIF D'UNE ARCHIVE INSTITUTIONNELLE AVEC L'ARCHIVE NATIONALE HAL

Outil	Avantages	Inconvénients	Remarques
Logiciel libre à paramétrer en interne	<p>Grâce à leur statut de logiciel libre, il est possible de les personnaliser et de les développer selon les besoins.</p> <p>Leur coût d'achat est nul.</p> <p>Il est possible de mettre en place des services personnalisés pour les chercheurs en fonction de leurs retours, de manière à les aider dans la diffusion et la gestion de leurs publications.</p> <p>Il est possible de développer un <i>workflow</i>, permettant de vérifier la qualité des métadonnées des documents.</p>	<p>Le temps de développement nécessaire pour arriver à une version répondant aux besoins est long.</p> <p>Un budget est à prévoir pour l'achat d'un serveur sécurisé et la mise en place d'un archivage pérenne.</p> <p>La maintenance et l'évolution de la version développée par l'UVSQ demanderait un développeur au moins à mi-temps.</p>	<p>DSpace et Eprints sont les logiciels les plus utilisés pour ce type de projets.</p> <p>L'université Paris Dauphine a mis 9 mois à développer son outil à partir de DSpace, avec un développeur à mi-temps.</p> <p>Un exemple de projet réussi est l'archive ouverte ORBi, mise en place par l'université de Liège.</p>
Plateforme nationale HAL	<p>La mise en place d'un portail personnalisé pour l'UVSQ est possible pour un budget de 1000 euros.</p> <p>Un support technique est accessible en cas de problème, sans maintenance annuelle à régler.</p> <p>Fin 2013, 5850 documents des laboratoires de l'UVSQ y sont déjà référencés, dont 1257 en texte intégral.</p>	<p>Il n'est pas possible de développer des paramétrages ou fonctionnalités propres à l'UVSQ, car les demandes d'évolutions doivent bénéficier à toute la communauté.</p> <p>Les statistiques fournies par HAL au niveau de l'institution ne peuvent être exploitées qu'à un niveau général.</p> <p>Il n'est pas possible de mettre en place un <i>workflow</i> poussé pour veiller à la qualité</p>	<p>Gérant HAL (Hyper Article en Ligne), le CCSD est devenu une unité mixte de service au lieu d'une unité propre du CNRS. Elle est dotée depuis le 2 avril 2013 d'un Comité scientifique et technique, composé de professionnels de l'IST ainsi que de chercheurs et enseignants-chercheurs (pour un tiers minimum) représentant les établissements participants.</p> <p>Le portail HAL de l'Inria offre un exemple</p>

	<p>HAL propose déjà plusieurs services personnalisés aux chercheurs : statistiques de consultation des documents déposés, création d'une bibliographie dynamique, versement automatique dans des archives ouvertes thématiques.</p> <p>HAL assure une grande visibilité aux publications qui y sont déposées, grâce à une diffusion dans des bases type arXiv ou Google Scholar.</p> <p>HAL assure un archivage pérenne avec le CINES, assurant une citabilité et une consultation à long terme.</p> <p>Le CCDS est en train de mettre en place le module Episcience, pour la création de journaux en libre accès.</p>	des métadonnées des documents déposés.	intéressant de portail HAL personnalisé.
--	--	--	--